

*Questions orales*

## LA PROTECTION DES DÉTENUS DANS LES PRISONS D'AFRIQUE DU SUD

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, je voudrais poser au vice-premier ministre une autre question concernant ces initiatives. Nous trouvons tous scandaleux que des milliers de gens soient enfermés dans des prisons d'Afrique du Sud où de nombreux prisonniers politiques ont déjà trouvé la mort. Le Canada a-t-il proposé l'établissement d'une commission du Commonwealth ou d'une commission internationale qui visitera les prisons d'Afrique du Sud afin d'assurer la protection des prisonniers et de veiller à ce qu'ils soient bien traités pour que leur vie ne soit pas en danger?

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le premier ministre ont exposé les mesures prises par le Canada. Je ne pense pas utile de le répéter. Comme aucun de ses prédécesseurs ne l'avait encore fait, notre gouvernement a pris des initiatives à l'égard de la situation en Afrique du Sud, dans l'espoir de servir d'exemple à d'autres pays. En outre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré qu'il nous restait encore divers moyens d'action auxquels nous pourrions recourir si nécessaire.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, le gouvernement n'a pas dit ce qu'il comptait faire pour protéger les droits des personnes emprisonnées.

## LES ENTREPRISES CANADIENNES FAISANT AFFAIRE EN AFRIQUE DU SUD

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Je voudrais poser une dernière question supplémentaire au sujet des mesures prises. Le gouvernement s'est dit prêt à imposer de nouvelles sanctions économiques. Il y a encore des entreprises canadiennes qui font affaire avec l'Afrique du Sud et investissent dans ce pays. Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre en place un plan d'urgence qui les obligera à cesser toutes leurs opérations en Afrique du Sud lorsqu'il décidera nécessaire de prendre cette mesure?

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, le député n'ignore pas que le gouvernement a déjà pris des initiatives en ce sens. En ce qui concerne la publicité touristique, nous avons pu voir à la télévision, hier soir, qu'un des plus grands réseaux du pays s'était volontairement conformé à ces restrictions. Le gouvernement prend également des initiatives en ce sens.

\* \* \*

## LE DÉVELOPPEMENT DE L'ESPACE

## LA MISE AU POINT DU SYSTÈME DE DÉTECTION PAR SATELLITE

**L'hon. William Rompkey (Grand Falls—White Bay—Labrador):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale et porte sur Teale Ruby. Le ministre sait que le gouvernement s'est donné officiellement pour politique de ne pas participer à la Guerre des étoiles.

Pourtant, des Américains et des Canadiens informés ont dit que le gouvernement canadien participe activement à la mise au point d'un système de détection par satellite appelé Teale Ruby. Le ministre mettrait-il fin, dès maintenant, à toute activité du gouvernement canadien relative à ce projet?

**L'hon. Harvie Andre (ministre associé de la Défense nationale):** Monsieur le Président, le projet Teale Ruby a été entrepris conjointement par les États-Unis et le Canada en 1980. Je crois que le député faisait partie du gouvernement qui a mis sur pied cette initiative conjointe. Nous ne voyons pas pourquoi il faudrait y mettre fin maintenant.

● (1420)

## ON DEMANDE QUE LE CANADA METTE FIN À SA PARTICIPATION

**L'hon. William Rompkey (Grand Falls—White Bay—Labrador):** Monsieur le Président, j'ai sous les yeux un rapport remis au Congrès au sujet de l'Initiative de défense stratégique, où le projet Teale Ruby figure parmi les éléments du programme de la Guerre des étoiles. Le ministre, qui répond actuellement au nom du gouvernement, prendra-t-il ses responsabilités au sérieux et mettra-t-il fin à notre participation au projet Teale Ruby?

**L'hon. Harvie Andre (ministre associé de la Défense nationale):** Nous croyons qu'il est de l'intérêt du Canada, monsieur le Président, de se tenir à jour dans les technologies de pointe, notamment celle de l'observation par satellites. Nous croyons que le Canada offre un potentiel énorme pour l'application efficace de cette technologie qui permet de surveiller le Nord et de repérer les avions civils ou militaires en cas de guerre. Il serait plutôt insensé, à notre avis, de suivre la suggestion du député.

\* \* \*

## L'APARTHEID

## L'AFRIQUE DU SUD—L'ANNIVERSAIRE DU MASSACRE DE SOWETO

**M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Comme il le sait pertinemment, à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire du massacre de Soweto, le gouvernement d'Afrique du Sud accentue encore la répression loin des regards du monde, car la presse est censurée. Que dit exactement le gouvernement aux gouvernements du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest qui soit susceptible de les convaincre de faire passer la liberté des noirs d'Afrique du Sud avant leurs intérêts stratégiques et économiques?

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Selon moi, le gouvernement dit exactement à ces pays ce que le député leur dirait en l'occurrence. La seule différence réside dans la démarche. Nous croyons que la démarche plus prudente suivie à l'heure actuelle sera beaucoup plus efficace pour faire disparaître l'apartheid que la méthode prônée par le député et les membres de son parti.